




Evaluation Rapide de Protection

Village de Tichilitt, Commune d'Alzounoub, Cercle de Goundam



 <p style="text-align: center;">Carte de la zone de l'ERP :</p> <p style="text-align: center;">Coordonnées :</p> <p>15°54'38.16 N / 04°55'42.36W</p>	Dernière mise à jour	10 mars 2021			
	Dates de l'ERP	Du 04 au 06 mars 2021			
	Localités affectées	Sites de départ : Camps des réfugiés de M'berra (Mauritanie) Sites d'accueil : Village de Tichilitt, commune d'Alzounoub, cercle de Goundam.			
	Populations affectées	L'évaluation a permis de recenser 52 familles soit 286 rapatriés répartis comme suit : 106 femmes dont 04 enceintes, 73 hommes, 53 filles et 41 garçons, 10 personnes âgées et 03 personnes vivant avec un handicap physique et mental).			
	Déclencheur de l'ERP	Le village de Tichilitt accueille depuis 2013 des rapatriés en provenance du camp des réfugiés de M'berra (Mauritanie). Ces rapatriés volontaires ont choisi de s'installer à Tichilitt pour en faire un village en 2014, ce qui fait de Tichilitt un village fondé par des rapatriés. Après une demande formulée par le chef du village et le maire de la commune, notre équipe basée à Léré s'est rendue sur le site pour mener une évaluation rapide de protection. Au cours de l'ERP, l'implication des autorités locales a été déterminante en termes d'organisation du site pour la collecte des données. Les outils utilisés sont ceux recommandés par le Cluster Protection.			
Méthodologie	La mission a été conduite par le Coordinateur basé à Léré assisté par un (01) animateur pour la collecte de données. Une séance de discussion a été organisée en présence du chef de village, du Maire et de l'ensemble des rapatriés vivant à Tichilitt. Ces discussions ont porté sur : <ul style="list-style-type: none"> • L'identification des personnes en besoins spécifiques ; • L'évaluation des besoins ; • La cohésion sociale et la mise en place d'une commission de gestion des conflits ; • La gestion équitable du village ; • Les violences basées sur le genre ; • La protection de l'enfant ; • Le désenclavement numérique du village pour l'accès à l'information et à l'aide humanitaire. 				
Résumé des problèmes de protection rapportés	Réintégration des rapatriés	Désenclavement numérique, et accès à l'information	Service d'état civil très limité	Services sociaux de base (santé, WASH, éducation et abri) très limités	Identification d'enfants à besoins spécifiques
Résumé de la situation de	Présentation du contexte général de l'alerte qui a déclenchée l'ERP.				

	<p>protection et recommandations au Cluster Protection</p>	<p>La crise malienne de 2012 a provoqué un déplacement massif des populations vers l'intérieur du Mali et vers les pays voisins (Mauritanie, Niger, et le Burkina Faso), y compris 42 000 personnes forcées de fuir, sous la menace de persécutions, vers la Mauritanie.</p> <p>En 2013, environ 20 familles des réfugiés ont exprimé la volonté de mettre fin à l'exil, de retourner librement et de s'installer dans leur pays d'origine. Ces familles se sont installées à Tichilitt. Un site fut créé qui devient par la suite un village comprenant aujourd'hui 286 personnes (lors de l'ERP).</p> <p>Présentation/description du site de l'ERP.</p> <p>Tichilitt est un village de la commune d'Alzounoub situé à 13 km de Solima (chef-lieu de commune), à 25 km au nord de Léré et à 50 km de la frontière mauritanienne.</p> <p>Depuis 2013, le site connaît une arrivée massive des rapatriés volontaires qui ont décidé de retourner dans leur pays d'origine et demander la reconnaissance de Tichilitt comme village. Ce qu'ils obtiennent en 2014. Depuis un mois Tichilitt dispose d'une foire hebdomadaire (chaque jeudi) ce qui contribue beaucoup au développement socio-économique du village.</p>				
	<p>Sévérité de la situation</p>	1	2	3	4	5

Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire)
<p>Sécurité et protection générale</p>		<p>Selon les informateurs clé interrogés il y a des réfugiés qui souhaitent rentrer dans leur pays d'origine si les conditions sont réunies. Le rapatriement librement consenti, dans la sécurité et la dignité, est la solution durable choisie par la majorité des réfugiés pour reconstruire leur vie dans un environnement favorable. La volonté de mettre fin à l'exil mobilise de plus en plus les réfugiés à s'inscrire au programme de retour volontaire de HCR.</p>	<p>Aux autorités Administratives :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener des activités de paix, de réconciliation et de réintégration des ressortissants Maliens. <p>Au HCR :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener davantage des actions de sensibilisation aux programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration.
<p>Mouvement de population</p>		<p>Le retour volontaire est un processus largement abordé dans l'accord de paix d'Alger et dans l'accord tripartite qui réunit le Mali, la Mauritanie et le HCR pour le rapatriement volontaire des réfugiés maliens en Mauritanie.</p> <p>Selon la Matrice DTM de décembre 2020, le nombre de réfugiés maliens en Mauritanie rapatrié s'élève à 20 564 contre 20 514 en avril 2020 soit une légère augmentation de 50 individus.</p>	<p>DRDSES :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer l'enregistrement des 52 ménages rapatriés arrivés à Alzounoub. Faciliter la réintégration des rapatriés. <p>Aux organisations humanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer le désenclavement numérique du village pour donner aux rapatriés la possibilité de rester en contact avec leurs proches, de s'informer sur l'aide humanitaire qui les concerne et de faire des feedbacks.

Cohésion sociale		Les personnes clés interrogées déclarent que les rapatriés vivent en parfaite harmonie. La majorité des rapatriés enregistrés à Tichilitt sont des Tamasheqs, des peulhs et des Maures.	Aux organisations humanitaires <ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'accompagnement de la commission de gestion des conflits.
Protection de l'enfance		100% des informateurs clés déclarent que sur les 94 enfants recensés : <ul style="list-style-type: none"> 29 filles sont déscolarisées et 24 filles non scolarisées, 39 garçons déscolarisés. 01 enfant déclaré autiste par les services de santé mentale de Bamako, et un autre enfant présumé autiste. 24 filles ne possèdent pas d'actes de naissance et 10 ont perdu leurs actes de naissance. 	Au Sous-Cluster Protection de l'Enfant : <ul style="list-style-type: none"> Créer des espaces d'apprentissage et de loisirs pour les enfants. Assurer la prise en charge des enfants autistes. Aux acteurs du Cluster Protection et de la DNEC : <ul style="list-style-type: none"> Mettre à la disposition de la commune d'Alzounoub, un personnel formé et équipé chargé de recenser et transmettre les données au centre d'état civil de Léré. Fournir un appui en documentation civile (en jugement supplétif, cartes d'identité etc).
Violences basées sur le genre		A l'issue de l'évaluation, 5 des femmes déclarent vouloir former une association pour sensibiliser les femmes du village sur les types de VBG et la lutte contre le mariage d'enfants.	Aux acteurs du Sous-Cluster VBG : <ul style="list-style-type: none"> Assurer la formation et la sensibilisations des rapatriés sur la prévention et les types des VBG.
Personnes à besoins spécifiques		Au cours de l'ERP, une liste des personnes ayant des besoins spécifiques a été établie. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none"> 04 femmes enceintes Un enfant autiste et un autre présumé autiste 10 personnes âgées 3 personnes vivant avec un handicap 	Aux acteurs du Cluster Santé : <ul style="list-style-type: none"> Apporter une prise en charge et un suivi médicale adapté pour les femmes enceintes et les personnes vivant avec un handicap.
Logement, terre, propriété et ressources naturelles		Au cours de l'évaluation 100% des personnes clés interrogées déclarent qu'il n'y a aucune difficulté d'accès à la terre et aux ressources naturelles.	Aux acteurs du GT-LTPRN : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les communautés sur la gestion commune des ressources naturelles pour prévenir des conflits liés au foncier.
Accès aux services de base		L'accès à l'eau est limité car le village ne dispose que d'un forage. Le village ne dispose que d'une latrine. Le centre de santé communautaire le plus proche est celui de Léré. Avec les moyens très limités les rapatriés ne peuvent s'y rendre même en cas d'urgence en raison de la distance et des risques de braquages. La population ne dispose que de peu d'abris emportés du camp de réfugiés de Mberra.	Aux acteurs humanitaires : <ul style="list-style-type: none"> Construire des latrines afin de permettre le respect de l'intimité des rapatriés. Aux acteurs du Cluster Abris/BNA : <ul style="list-style-type: none"> Apporter un appui en abri pour protéger l'intimité et la dignité des rapatriés.
Impact du COVID-19 sur la protection		L'évaluation a permis d'informer et de sensibiliser les rapatriés sur la maladie COVID 19 dont certains ont connaissance de son existence.	Aux acteurs du cluster WASH : <ul style="list-style-type: none"> Appuyer le village en kits de lavage des mains.